

Politiques européennes de crise

Jürgen Klute

Membre du Parlement européen (Die Linke). Il est coordinateur du groupe de la Gauche unitaire européenne (GUE / NGL) à la commission des affaires économiques et monétaires et membre de l'Assemblée parlementaire UE-Amérique latine.

Hanna Penzer

Assistante parlementaire de Jürgen Klute.

On parle beaucoup aujourd'hui des défaillances de dirigeants d'entreprises voraces. On critique les agences privées de notation pour leur pouvoir et leur incompétence, ainsi que les banques pour les immenses profits qu'elles réalisent. Dans les temps troublés et confus que nous vivons, les citoyens et les journalistes s'interrogent sur les origines de la crise financière, économique et monétaire actuelle. Sitôt les questions soulevées, chaque représentant important—des représentants de l'industrie financière aux responsables politiques gouvernementaux—se hâte d'affirmer que la responsabilité est ailleurs ou que «l'analyse des causes est en cours».

La Commission européenne, dans ses documents clés tels que sa proposition de nouvelle stratégie économique pour les 10 ans à venir «Europe 2020» [UE 2020], présente même la crise comme surgissant sur notre continent tel un «*deus ex machina*» venu d'outre-Atlantique et «anéantissant des années de progrès économique et social». De même, la Commission parle de la mondialisation comme de l'un des principaux «problèmes» auxquels l'Europe est confrontée aujourd'hui. Certes, la mondialisation néolibérale—du déchaînement des marchés financiers jusqu'au libre-échange dérégulé—est un problème grave. Mais ce n'est pas un coup du destin. La Commission européenne et les gouvernements allemand, britannique ou espagnol savent bien comment «elle est arrivée» jusqu'à leurs peuples.

Dans nos débats, nous devons davantage affirmer que l'Union européenne est responsable de la violence avec laquelle la plupart des sociétés européen-

nes ont été touchées par la récession actuelle. Ce n'est qu'après dix ans de politiques de stagnation inspirées par la stratégie de Lisbonne que la crise financière a pu dévaster les économies européennes.

Suite aux attaques spéculatives contre les obligations souveraines grecques, c'est la politique de l'UE, soutenue par la chancelière allemande conservatrice Angela Merkel, qui a fait preuve de réticence à défendre les pays menacés ! Et, plus scandaleux encore, tout a été mis en œuvre pour « calmer » les marchés financiers et rétablir leur « confiance » dans l'Europe—ce qui fait de nos gouvernements un troupeau de moutons suivant aveuglément les bergers du secteur financier.

Mais, au moment même où le « centre » de l'Europe—constitué de fonctionnaires de la Commission européenne, des banquiers centraux de Francfort et, surtout, des « grands » gouvernements européens—a sévèrement échoué, il a également rétabli son pouvoir. Bien sûr, l'Union européenne a toujours été loin d'être organisée selon des critères démocratiques, mais aujourd'hui cette tendance semble s'accroître comme jamais. Avec un gouvernement grec devenu le débiteur des gouvernements d'Europe du Nord, les rapports de force changent. Les politiques de privatisation, les coupes dans les budgets sociaux et les suppressions d'emplois sont imposées plus autoritairement que jamais.

La chancelière allemande non seulement ose—au cours d'une importante campagne d'élections régionales—parler de priver de leur droit de vote les « coupables de déficit » mais, en insistant lourdement sur cette idée, elle fait preuve d'un énorme abus de pouvoir et montre qu'on passe à une nouvelle répartition du pouvoir. La proposition de création d'un « Fonds monétaire européen » a été inscrite à l'agenda européen alors que, de fait, les dirigeants européens sont sur le point de transformer l'UE elle-même en une sorte de FMI, où ce n'est pas « un citoyen, une voix » mais une agence de notation, une banque ou un dirigeant central européen.

À l'heure actuelle, les citoyens grecs, portugais et espagnols font pression sur leurs gouvernements. Les travailleurs développent des mouvements de grève depuis que leurs gouvernements annoncent des mesures d'austérité. Un nouveau cycle de luttes sociales s'engage. La Grèce, en premier, a été l'objet d'une campagne visant à isoler le pays. Les hommes politiques grecs ont été accusés d'avoir présenté de fausses déclarations d'équilibre budgétaire, ce qui est particulièrement peu crédible lorsque nous savons que ceux qui sont en place à Bruxelles ont toléré cette pratique pendant des années. Les dirigeants européens ont pointé des problèmes internes, comme la corruption et une fiscalité inefficace, essayant d'isoler le pays et de cacher le fait que le modèle économique dominant dans l'UE, fait de libéralisation, de privatisation et d'orientation vers l'exportation, est, en réalité, responsable de toute la décennie sacrifiée du début des années 2000.

Outre le fait de pointer du doigt les gouvernements nationaux, il est donc crucial que les critiques et les protestations se dirigent fortement vers les institutions de l'UE et ses principaux *leaders*. Les bureaucrates de la Commission n'ont pas l'habitude de se confronter aux citoyens. Ils travaillent plutôt à l'intérieur d'une bulle isolée faite d'un endoctrinement néolibéral extrême, sans la moindre conscience démocratique. La conception du Parlement européen et de la société civile énoncée dans la nouvelle proposition «Europe 2020» est plus que parlante et mérite d'être citée :

« Le Parlement européen sera une force motrice pour mobiliser [!] les citoyens et agir en tant que colégislateur sur les principales initiatives. Cette approche partenariale doit s'étendre aux comités de l'UE, aux parlements nationaux et aux autorités nationales, locales et régionales, aux partenaires sociaux, aux actionnaires et à la société civile afin que tout le monde s'implique dans la réalisation de cet objectif. »

Il est également important d'examiner de près cette nouvelle stratégie car elle donnera une orientation aux politiques économiques des États membres. Les réticences de la Commission à analyser les causes de la crise financière et économique apparaissent clairement à chaque ligne et montrent que les mêmes faux remèdes sont prescrits aux pays européens malades que dans les dix années de stratégie de Lisbonne qui ont précédé. Qu'apprenons-nous lorsque la Commission européenne affirme que «la récente crise économique est sans précédent dans notre génération»? Certes, avant même son achèvement, la crise de 2007 à 2010 est historique. Bien sûr, elle est la plus profonde, non seulement des trente dernières mais aussi des quatre-vingts dernières années au moins.

Ce que Barroso et ses amis tentent de nous expliquer ici, c'est que nous ne devons même pas essayer de comprendre les racines de la crise actuelle car elle est unique, et que la mémoire de nos sociétés ne remonte qu'aux trente dernières années. C'est, soit dit en passant, exactement le même discours que celui utilisé pour «dé-expliquer» au public comment fonctionne la mondialisation, comment et par qui elle a été mise en place. En réalité, il y a eu un précédent du processus de mondialisation sur le devant de la scène lors de la Première Guerre mondiale et il y a eu une récession mondiale tout à fait semblable sur le devant de la scène lors de la Seconde Guerre mondiale. Ce qui distingue «notre» crise de l'ancienne, c'est qu'aujourd'hui des secteurs encore plus importants sont concernés étant donné que le capitalisme s'est développé plus que jamais au niveau mondial—à la fois géographiquement, mais aussi en termes d'intensité et de secteurs de la vie sociale concernés.

Les objectifs proposés par l'Union européenne sont plus modestes que ceux mis en avant par la stratégie de Lisbonne :

- De fait, il n'y aura plus d'objectif officiel de croissance du PIB car l'ancien objectif de Lisbonne de 3% par an a clairement échoué.

- En ce qui concerne le cinquième de nos sociétés qui vit dans la pauvreté, l'objectif officiel est d'en affranchir 20 millions de chanceux, soit le quart de la population européenne actuellement pauvre.
- 75% des citoyens entre 20 et 64 ans doivent avoir un emploi correspondant au taux d'emploi actuel de la partie masculine des sociétés européennes. Pourtant, le chômage n'est pas considéré comme un problème en soi. C'est plutôt la diminution de la population active qui semble effrayer les dirigeants européens. Au moment même où le plein-emploi devient possible sur le plan démographique et où on pourrait facilement donner une chance aux 21% de jeunes au chômage, la Commission européenne avance que «les Européens travaillent en moyenne 10% de moins que leurs homologues américains ou japonais». Soit dit en passant, «la santé et le défi démographique» sont parmi les problèmes de société prioritaires identifiés dans l'UE 2020. Le fait que les niveaux de productivité permettraient aux sociétés modernes de subvenir équitablement aux besoins avec beaucoup moins de travail humain qu'il y a 20 ans n'est pas pris en considération.

Afin de lutter contre l'exclusion sociale des jeunes citoyens, la Commission propose de réduire le quota de jeunes en décrochage scolaire de 15% aujourd'hui à 10% en 2020. Il est urgent de remédier au manque de perspectives pour les jeunes, qui leur enlève toute motivation pour se qualifier pour des emplois qu'il leur semble impossible d'obtenir. Le document de la Commission ne partage pas ce point de vue, mais prévoit que «ces objectifs sont interdépendants. Ainsi, un meilleur niveau d'enseignement facilitera l'employabilité et l'augmentation du taux d'emploi contribuera à réduire la pauvreté». En d'autres termes : selon notre future stratégie économique, on doit plutôt critiquer le décrochage scolaire à 15 ans comme facteur de dépression, de pauvreté et de chômage de masse que dénoncer les gouvernements nationaux et les décideurs européens.

Compte tenu de la modestie et du peu de cohérence de ces objectifs, si les stratégies proposées ne sont pas absurdes (ou «magiques»), on peut penser que ce ne sont pas tant les objectifs que la stratégie qui ont été couchés par écrit. C'est plutôt le besoin de «solutions» pour se justifier et faire référence à quelques problèmes avec lesquels chacun peut être d'accord.

Les principales «solutions» pour remettre l'Europe sur le chemin de la prospérité sont les solutions typiques auxquelles on peut s'attendre. Puisque, apparemment, les déséquilibres dans les mouvements commerciaux et financiers viennent uniquement d'un côté de la balance—la partie basse, bien sûr—le «manque de compétitivité» doit être résolu en agissant sur la politique budgétaire et l'évolution des salaires. En ce qui concerne l'implication des salariés et des syndicats, la Commission européenne invite instamment les États membres à «favoriser le cadre qui permettra de créer les conditions pour que les négociations salariales et le coût du travail restent compatibles avec la

stabilité des prix, les tendances de la productivité et la nécessité de réduire les déséquilibres extérieurs».

Ce qui sous-tend encore l'agenda est l'espoir que l'esprit d'entreprise, l'investissement dans la recherche et l'offre suffisante de capital-risque créent de nouveaux marchés permettant des profits et un certain nombre d'«emplois de qualité». Il y a une obsession d'investissements dans les connexions Internet à haut débit; même l'administration y sera subordonnée pour favoriser son développement («e-gouvernement», «e-identité»). Afin de couvrir également les régions périphériques, même les fonds de développement agricole et rural devront être utilisés pour développer une infrastructure numérique complète. Le comble du cynisme est bien l'idée de construire un nouveau *leadership* économique s'appuyant sur la menace d'une catastrophe climatique, en ne l'abordant qu'à l'aide d'incitations. Si ce n'est pas à la crise financière et économique qu'il revient de nous ouvrir les yeux sur les tendances destructrices inhérentes au capitalisme, le changement climatique et la dégradation rapide de nos conditions de vie, elle rend encore plus urgente la nécessité de repenser nos schémas de production et de répartition. Pour les dirigeants de l'Union européenne, cependant, les rhétoriques de l'innovation et du changement ne sont rien d'autre qu'une idéologie morte vendant des politiques d'autodestruction de la société.

Au cours des vingt dernières années, l'Union européenne n'a pas été capable de libérer le potentiel qu'offre une communauté politique, économique et sociale. Les mouvements progressistes n'ont, jusqu'à présent, pas su s'adresser aux institutions de l'UE, faire pression sur les idéologues et construire des alliances efficaces avec les pays voisins en Europe et à l'étranger, mais aussi au sein de l'UE et d'autres institutions internationales. Au lieu de cela, on voit s'accroître démesurément l'influence de *lobbys* tels que la «Table ronde européenne des industriels» (www.ert.be), basée à Bruxelles et représentant exclusivement les plus importantes entreprises orientées vers l'exportation. C'est un affreux mélange de solidarité des élites et d'hégémonie culturelle du monde des affaires mêlant les décideurs politiques des États et des entreprises. Leur hypothèse erronée est qu'il suffit que «leurs» plus grands champions des affaires réussissent et aient confiance pour que tout le reste suive. Il est urgent que la gauche intervienne pour rompre ce mariage malsain.